



CAHIER D'ACTEUR

PROJET DE MINE
DE LITHIUM DANS L'ALLIER

11.03.2024
07.07.2024

N°34 | JUILLET 2024



Le point de vue de la Fédération de l'Allier du Parti Communiste Français sur le projet de mine de lithium dans l'Allier

En bref

Le projet Emili est au cœur des enjeux climatiques et des moyens que doit se donner la France pour parvenir à la neutralité carbone en 2050.

C'est un projet créateur d'emploi et qui pourrait s'inscrire dans un renouveau industriel pour le bassin de Montluçon/Commentry.

La fédération de l'Allier du Parti Communiste Français dont des élu-es et de nombreux-ses militant-es, a investi le débat organisé par la Commission Nationale du Débat Public. Elle a porté des exigences sociales, écologiques et démocratiques.

Contact : Fédération de l'Allier
du Parti Communiste Français

10 place de La Poterie
03100 MONTLUCON
04 70 02 25 20
federation@pcf-allier.fr



Débat public Projet de mine de lithium dans l'Allier
244 Boulevard Saint-Germain – 75007 Paris
debat-mine-lithium@debat-cndp.fr
www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier



Introduction

L'exigence de répondre aux défis de la crise climatique avec des choix politiques qui répondent aux besoins de sécurisation de la vie des populations, est au centre du projet politique des communistes.

Le « Plan climat-Empreintes 2050 » que le PCF met en débat, donne un chemin pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

La production d'électricité nucléaire, hydraulique, photovoltaïque ou éolienne représente un vrai atout pour notre pays. Il faudra demain l'augmenter grâce au nucléaire et aux autres productions des EnR dans le cadre d'un grand service public national EDF renouvelé.

Les conditions de transport des hommes et des marchandises dans le monde et dans notre pays sont à interroger avec la réindustrialisation de notre pays, en permettant à tous quel que soit son lieu de vie, de se déplacer.

Il faut tendre vers une réduction massive des véhicules thermiques. Nous nous prononçons entre autres pour le développement des petits véhicules électriques, accessibles financièrement à tous, produits en France et pour le développement du transport en commun le plus possible électrique.

Comme nous nous prononçons également :

- pour le développement du transport ferroviaire public SNCF, le plus possible décarboné,
- pour la rénovation et l'ouverture de nouvelles lignes utiles aux hommes et aux entreprises dans tous les territoires.

L'exigence d'encourager une filière de production nationale des batteries lithium est, à ce jour, un enjeu d'avenir pour œuvrer à sortir par le haut de la crise climatique en cours. La capacité de créer une filière nationale « batteries », de l'extraction des matières premières jusqu'au recyclage, est une composante importante à la réindustrialisation de notre pays.

Il vaut mieux produire localement plutôt qu'importer depuis des États qui ne respectent pas les règles environnementales et sociales. Dans le contexte d'une transition écologique nécessitant d'adopter de nouveaux schémas énergétiques, la première question qui vaille est : peut-on se passer actuellement de l'exploitation des sous-sols de la planète ? La réponse est non. Avec cette seule réponse, nous devons envisager ce qui peut et doit se faire en France. Notre souveraineté en matières premières est un élément décisif pour la réindustrialisation de nos territoires, notamment ruraux.

Le projet Emili, un projet créateur d'emplois dans l'Allier

Le département de l'Allier est un territoire, rural qui enregistre un déclin démographique, fragilisé notamment par un vieillissement de sa population (35 % de la population a plus de 60 ans) mais aussi par le nombre d'actifs qui baisse régulièrement. Le taux de chômage du département est de 8 % (sur le bassin de Montluçon, celui-ci est 9,3 %), c'est un taux supérieur à la moyenne nationale.

Le projet Emili, porté par Imerys, représente une opportunité de création d'emplois directs et indirects, ou induits :

- 530 emplois directs sur les 3 sites de l'Allier
- 440 emplois indirects et 400 emplois induits

Le projet Emili, un nouvel avenir industriel pour Montluçon

Parce que le bassin de Montluçon/Commentry reste un bassin industriel qui a pour les communistes un avenir, nous agissons, avec nos valeurs sociales et écologiques, pour accueillir les industries qui souhaitent s'y implanter.

En plus d'être créateur de plusieurs centaines d'emploi directs ou indirects, formés sur le bassin industriel de Montluçon/Commentry, le projet porté par la société Imerys participe pour nous à cette ambition. Il peut permettre d'initier une nouvelle filière industrielle pour notre département et pour ce bassin de Montluçon/Commentry.

C'est avec cette ambition que la fédération de l'Allier du Parti Communiste Français, ses élu-es et de nombreux-ses militant-es ont investi le débat organisé par la Commission Nationale du Débat Public.

Notre fédération l'a fait en portant des exigences concernant les conditions d'exploitation sur le site de la future mine d'Echassière, sur la plate-forme de chargement de St Bonnet de Rochefort et sur l'usine de conversion du minerai à St Victor sur le bassin de Montluçon :

- Droits de regard et de consultation des salariés et de leurs représentants sur les conditions d'exploitation et sur les processus de production particulièrement en matière d'hygiène et de sécurité.
- Droits des populations et des élus locaux concernés sur le contrôle et le respect des engagements de l'entreprise Imerys.
- Vigilance et exigences sur les réserves hydriques sur la Sioule...et particulièrement sur le Cher qui reste en grande tension malgré les « projets alternatifs » au barrage de Chambonchard
- Intérêts sur le processus d'utilisation des eaux grises issues de l'usine de traitement des eaux de la régie de Montluçon/Désertines, pour l'usine de conversion d'Imerys mais également pour d'autres entreprises du territoire.

En cohérence avec notre volonté de développer le transport ferroviaire nous demandons :

- Un véritable plan d'urgence d'investissement pour que la ligne SNCF entre St Germain des Fossés et Montluçon permette le transport par le train du minerai entre St Bonnet de Rochefort et St Victor (comme l'a prévu la société Imerys) et le développement du transport ferroviaire des voyageurs entre la région montluçonnaise et la capitale régionale, avec la perspective de réouverture du Bourdeau/Lyon via Montluçon pour le fret et les voyageurs.
- Le transport par le train de l'hydroxyde de lithium produit à St Victor vers les gigafactorys situées dans le nord du pays.
- L'adaptation des équipements SNCF de la gare et des embranchements sur Montluçon.

Conclusion

A l'issue de ces débats et des précisions apportées par le porteur de projet, la fédération de l'Allier du PCF, à partir des éléments apportés ci-dessus, exprime son soutien au projet Emili porté par la société Imerys.



Photos prises le 13 décembre 1980 sur le site d'Echassière (FD PCF03)

